T2137- 408 - 4,00 F

le monde

libertaire

hebdomadaire

ISSN 0026-9433

Rédaction
Administration
145, rue Amelot
75011 Paris
tél : 805.34.08
CCP publico
1128915 Paris

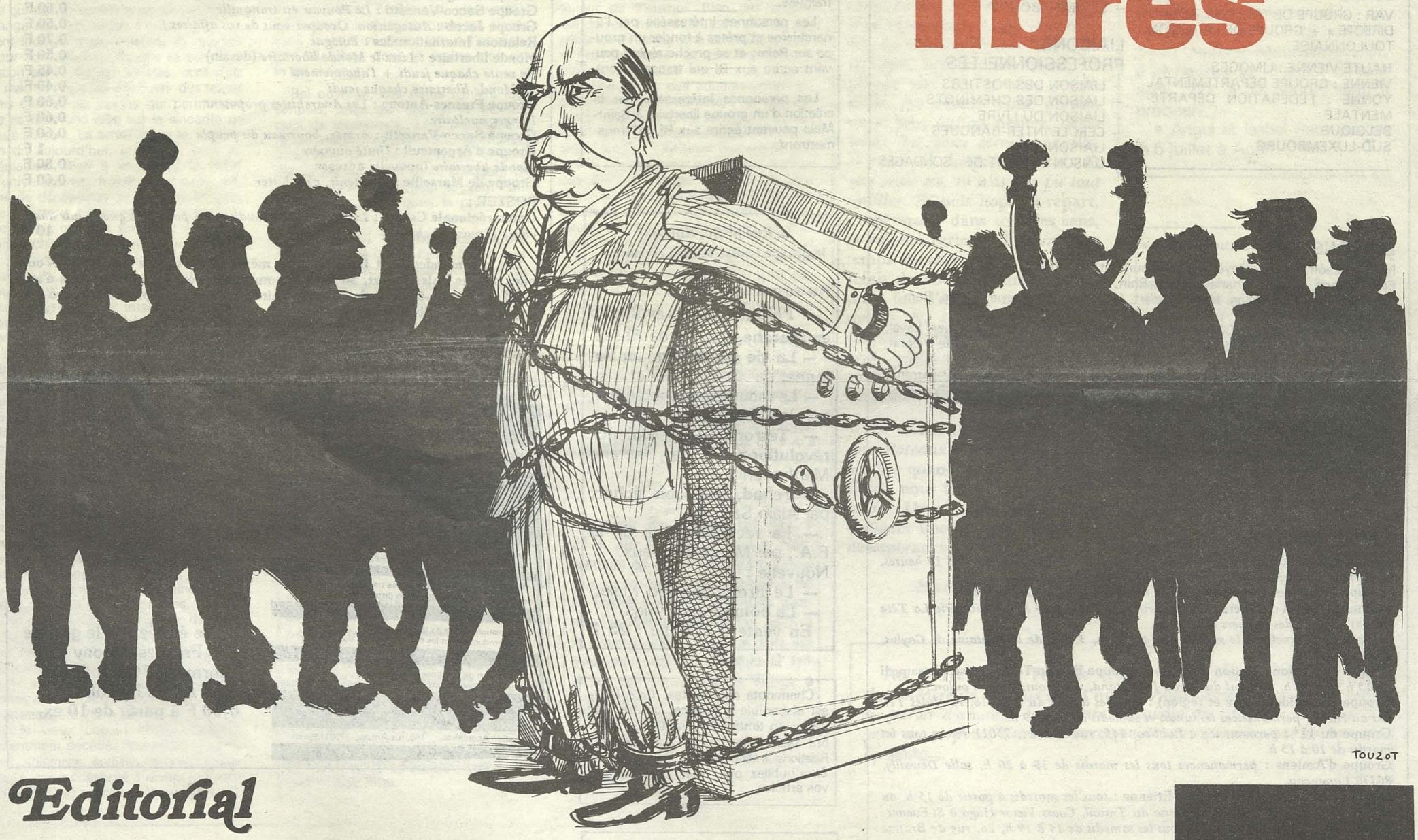
N° 408 JEUDI 2 JUILLET 1981 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

C.I.R.A.

la gauche a les mains libres



Editorial

AVEC ses quatre malheureux ministres communistes, la France sera-t-elle la Pologne du camp occidental ? Remarquez bien, chers et assidus lecteurs, que l'occasion était trop belle pour que chacun ne relève pas le front et, l'œil agressif et la mèche rebelle, ne proclame que « les Américains n'ont qu'à se mêler de ce qui se passe chez eux ! »

Les socialistes, c'est compréhensible. Mais même Mesmer s'est cru obligé de donner une leçon de gaullisme pur et dur ! L'ennemi, avant d'être la gauche, c'est d'abord l'étranger... Vous trouvre ça curieux, vous ? Alors détrompez-vous : il n'y a rien de plus normal. Si la gauche comme la droite se sont insurgées contre les propos de Georges Busch, c'est parce que c'était facile. Pour l'ancienne majorité, il s'agit de montrer que l'on « joue le jeu de l'alternance ». Si par ailleurs on jette de l'huile, il s'agit d'un jeu réservé aux purs Français, vous savez, ceux qui ont leur carte en bonne et dûe forme, et leurs timbres à jour. Mais pour la droite française, l'occasion était trop belle de se montrer « fair-play », sachant très bien qu'elle a tout à gagner à s'affirmer légitimiste.

D'autre part, l'OTAN est un faux problème : les Portuguais ont bien eu, eux aussi, leurs ministres communistes. Il est clair que la récrimination américaine est à l'usage des électeurs américains moyens, qui attendent que Reagan pourfende les méchants.

Le fond du problème réside dans l'attitude de Mitterrand lui-même. Depuis son accession au trône, le vieux « mendessiste » a clairement montré qu'il ne désirait pas sortir du cadre institutionnel. Des réformes ? Oui, bien sûr. Mais celles qui ne mangent pas de pain d'abord, c'est-à-dire celle qui ne touchent pas aux structures. Badinter à la Justice, cela signifie que les jours de la peine de mort et de la loi « Sécurité-Liberté » sont comptés. Et ce n'est pas nous, anarchistes, qui le critiqueront sur ce point. Par contre, en ce qui concerne les réformes plus fondamentales, on en parle déjà moins : il faut de la mesure..., on ne peut pas tout faire à la fois... On va doucement...

Merde ! Et les 35 heures, alors ? On attend, nous ! Sinon quand est-ce que nous allons pouvoir commencer à nous battre pour les 30 heures ? Et la mise en place d'un processus tendant vers l'égalité économique ? On attend aussi !

Oui, nous savons : il y a les contraintes de l'environnement économique; les peaux de bananes laissées par Giscard, par exemple le gouffre des frères Villot. Mais ça, ce n'est pas notre problème. Les lois du fonctionnement de l'économie capitaliste ne sont à respecter que si l'on ne désire pas sortir de ce cadre-là !

Pour nous, le Badinter est un gadget, un « hochet pour le peuple ». Le vrai sens des socialistes au pouvoir, il a un nom : hernu.

Notre camarade qui vient d'être condamné à six mois de prison ferme pour insoumission à l'ONF en sait quelque chose. Les objecteurs, les insoumis et plus généralement tous les réfractaires qui ont cru que la gauche changerait quelque chose à quelque chose, ont la preuve que ce n'était là qu'illusions.

Alors, messieurs les Grands, gueulez, gueulez à votre aise contre les Américains qui se permettent une petite réflexion gratuite. Gueulez, ça fait partie du spectacle et ça vous permet de gagner du temps. Mais un jour ou l'autre, avec ou sans ministre communiste, il faudra bien que chacun se rende compte que le bonheur, c'est autre chose et autrement. Mais dans tous les cas, ailleurs que dans les urnes.

Gouvernement socialiste — justice réactionnaire

Six mois ferme pour un objecteur

Voir page 3

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN — YZEURE
ARDÈCHE : AUBENAS
AUBE : TROYES
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE
DOUBS : BESANÇON
EURE : ÉVREUX
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX — CADILLAC
HÉRAULT : BÉZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT — ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE — VALENCIENNES
OISE : CREIL — BEAUVAIS
ORNE : ARGENTAN
PYRÉNÉES ATLANTIQUES : BAYONNE — BIARRITZ
HAUT-RHIN : MULHOUSE
RHÔNE : LYON
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
MANCHE : CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SEINE—MARITIME : LE HAVRE — ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » — GROUPE DE LA RÉGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
VIENNE : GROUPE DÉPARTEMENTAL
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4e, 5e, 6e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 18e, 20e.

BANLIEUE SUD
— FRESNES-ANTONY
— LES ULIS
— MASSY-PALAISEAU
— ORSAY-BURES
— RIS-ORANGIS
— MASSY
— VILLEJUIF

BANLIEUE EST
— GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE CHELLES
— MONTREUIL, ROSNY
— BOBIGNY

BANLIEUE OUEST
— NANTERRE — LA DÉFENSE
— HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD
— VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
— DOMONT
— ARGENTEUIL, COLOMBES
— SEVRAN, BONDY

LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON DES POSTIERS
— LIAISON DES CHEMINOTS
— LIAISON DU LIVRE
— CERCLE INTER-BANQUES
— LIAISON ORTF
— LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénin-Beaumont, Avesnois.
EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura.
ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Rambouillet, Versailles.
OUEST : Brest, Bégard, Concarneau, Saint-Malo, Caen, Pont-Audemer, Laval, Le Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Chatellerault.
CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Clermont-Ferrand.
SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Toulouse, Montauban.
RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains.
CORSE : Ajaccio.
LA RÉUNION : liaison anarchiste.
GUADELOUPE : Basse-Terre.

PERMANENCES

Groupe d'Evreux : *permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27002 Evreux.*
Groupe de Rennes : *le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.*
Permanences FA d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.*
Groupe de Marseille : *le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.*
Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région Toulonnaise : le samedi *de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.*
Groupe l'Entraide (Havre et région) : *dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.*
Groupe du 11e : *permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.*
Groupe d'Amiens : *permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80330 Longueau.*
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : *tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.*
Groupe Soleil Noir de Cadillac : *tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).*
Groupe Eugène Varlin : *petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (1e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 heures.*
Groupe Louise Michel : *le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18e.*
Groupe Fresnes-Antony : *du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.*
Groupe du 14e : *petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix Faure (Paris 15e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 heures.*
Groupe d'Anizy-le-Château : *tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23).80.17.09).*
Groupe des Ulis : *permanence à la MJC des Ulis, tous les 2e et 4e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.*
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.*
Groupe Voline : *26, rue Piat, Paris 20e. Permanences le 1er et 3e jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.*
Guingamp : *permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Persanquen, de 16 à 18 heures, au local de la Libre Pensée.*
Groupe Proudhon de Besançon : *77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.*
Groupe FA de Limoges : *table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République, à Limoges.*

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11e (M° République) — Tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Les travailleurs libertaires de la presse désireux de créer une liaison professionnelle, notamment dans le secteur distribution peuvent dès maintenant contacter le groupe d'Evreux, CES, BP 237, 27002 Evreux Cedex.

La permanence du groupe d'Evreux de la F.A. du jeudi 25 juin aura lieu de 18 à 19 heures, à la salle des associations, derrière la mairie d'Evreux.

Une liaison de la FA vient de se créer à Roye, dans la Somme. Les sympathisants libertaires intéressés pour former un groupe sur Roye peuvent prendre contact avec la liaison. Pour tout contact, BP n° 7, 80330 Longueau, ou par le canal des Relations Intérieures.

Des libertaires du Maubeugeois-Avesnois se sont rencontrés en vue de propager leurs idées. Les personnes intéressées peuvent le rejoindre et écrire à la liaison avesnoise par le canal des R.I.

A Toulouse et ses environs, un groupe anarchiste est en formation. Pour tous contacts : RI (pour FA Toulouse), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le groupe d'Aubenas communique sa toute nouvelle boîte postale. Groupe d'Aubenas : CES, BP 1, 07530 Autraigues.

Les personnes intéressées par l'anarchisme et prêtes à fonder un groupe sur Reims et sa proche région peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Les personnes intéressées par la création d'un groupe libertaire à Saint-Malo peuvent écrire aux RI qui transmettront.

***La Rue* n° 30, édité par le groupe Louise Michel est parue**

Au sommaire :

— **Pologne, une révolution en marche,** par Thyde Rosell.
— **La vie quotidienne en Pologne,** par Colette Pibaut.
— **Le mouvement subréaliste,** par Jean Barrué.
— **Terrorisme et violence révolutionnaire,** par Gaetano Manfredoni.
— **Tchad, le double échec,** par Alain Sauvage.
— **La reconstruction de la F.A.,** par Maurice Joyeux.

Nouvelle :

— **Le tiroir,** par Léo Malet.
— **La bombe,** par Rmqs.

En vente à Publico : 25 F

Cheminots anarchistes, *Voie Libre* est disponible à Publico, contre 1,40 francs en timbres, à l'unité. En nombre plus important, s'adresser aux Relations Intérieures qui transmettront. Et n'oubliez pas, *Voie Libre* attend vos articles...

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers
Tous les samedis de 14 à 15 h 10, rue Robert Planquette Paris 18e (M° Blanche)
Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de Publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépot légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publi-Routage
Diffusion SAEM Transport Press

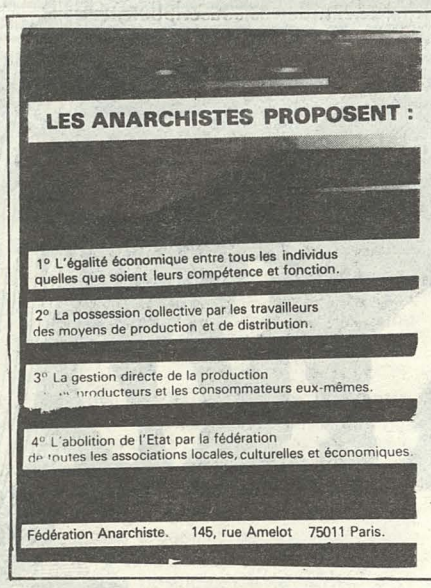
Affiche éditée par le groupe d'Argenteuil (Format 85,5 × 59,5) Prix : 2 F l'unité, 1 F à partir de 10 exemplaires

AFFICHES EN VENTE A PUBLICO

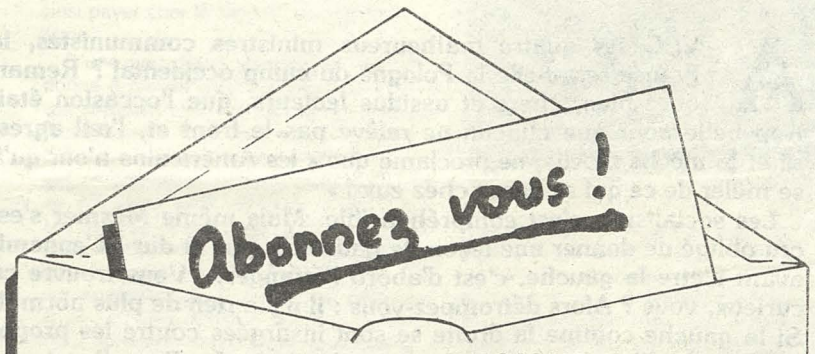
Groupe Sacco-Vanzetti : *Halte au flicage des enfants*	**0,50 F**
Groupe de Toulon : *Radios libres*	**0,50 F**
Groupe Fresnes-Antony : *Autogestion*	**0,50 F**
Groupe d'Angers : *Abstention révolutionnaire, grève gestionnaire*	**0,60 F**
Groupe Sacco-Vanzetti : *Le Pouvoir est tranquille*	**0,60 F**
Groupe Jacob : *Autogestion. Occupez-vous de vos affaires !*	**0,50 F**
Relations Internationales : *Pologne*	**0,70 F**
Monde libertaire : *Lisez le Monde libertaire* **(dessin)**	**0,50 F**
En vente chaque jeudi + l'abonnement	**0,45 F**
Le Monde libertaire chaque jeudi	**0,40 F**
Groupe Fresnes-Antony : *Les Anarchistes proposent*	**0,60 F**
Danger nucléaire	**0,60 F**
Groupe Sacco-Vanzetti : *Armée, bourreau du peuple*	**0,60 F**
Groupe d'Argenteuil : *Unité ouvrière*	**1 F**
Monde libertaire **(nouvelle adresse**	**0,30 F**
Groupe de Marseille : *S'abstenir, c'est lutter*	**0,60 F**

POSTER :
Union régionale Centre : *Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste (Louise Michel)* **10 F**

Les commandes sont faites le jour même sauf rupture de stock. N'oubliez pas les frais de port, 30% de la commande pour les affiches. Pas d'envoi d'affiches au-dessous de 10 exemplaires. En vente sur place à Publico 2 F l'unité de une à dix affiches.



Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony (format : 74,5 × 56) Prix : 2 F l'unité, 0,60 F à partir de 10 ex.



TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	50 F	55 F	78 F
26 n°	95 F	110 F	150 F
52 n°	180 F	210 F	280 F

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration :
145, rue Amelot 75011 Paris
Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F | CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....
N° ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N° ..... (inclus). Pays .....
○ Abonnement ○ Réabonnement ○ Abonnement de soutien
Règlement (à joindre au bulletin):
○ Chèque postal ○ Chèque bancaire ○ Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Pascal Bru, militant du groupe Sacco-Vanzetti de la FA, est passé en procès le 23 juin 81 au tribunal de Meaux (77). Il était poursuivi pour insoumission à l'ONF. Commençant à s'expliquer par le biais d'une déclaration, le juge l'interrompit sous prétexte qu'un tribunal n'était pas un lieu pour parler politique, et l'empêcha de s'exprimer par la suite. (Le fait qu'il avait reconnu le délit suffisait à ce noble magistrat). Le procureur axa son réquisitoire sur la non-compétence du tribunal en matière d'objection ! Il reconnut la pluralité des opinions, mais demanda l'application de la loi : 4 mois ferme. Verdict après délibéré d'un quart d'heure : 6 MOIS FERME. (A noter que le juge en personne est une femme ayant participé à la Seconde Guerre mondiale, qu'elle épingle ses médailles lors des séances et qu'un de ses assesseurs est connu pour ses positions facistes au tribunal de Meaux). Les gouvernement se suivent, les peines se renforcent : merci Hernu !

La CNT 2e UR a l'intention de rédiger un historique de la CNT française, de sa création à nos jours. Manquant de témoignages et de documentation leur permettant de réaliser convenablement ce projet, ils demandent à tous les camarades qui possèderaient des informations sur la section française de l'AIT de bien vouloir les leur transmettre ou leur permettre de les consulter. Leur aide sera précieuse.

Sommaire

PAGE 1
Editorial
PAGE 2
Activités des groupes FA
PAGE 3
En bref
Procès antimilitaristes
Amis Lecteurs
La Pergola
On oublie trop vite
PAGE 4
Radio-télévision
A propos du congrès national duSNI-PEGC
PAGE 5
Du déjà vu
C'est ça le changement
PAGE 6
La poudrière nord-africaine
Le début de la fin
Le compte à rebours est commencé
Les dernières cartouches du « combattant suprême »
PAGE 7
Livres, spectacles, B.D.
PAGE 8
Garder la tête froide

PROCÈS

ANTIMILITARISTES

Après notre camarade Pascal Bru, c'est au tour de Maurice Colombo et de Dominique Boisrenoult, en qualité d'objecteurs-insoumis de passer en procès pour leur refus de servir l'armée et l'Etat.

Cette vague de poursuites ne nous empêchera pas de continuer notre lutte contre l'Etat, socialiste ou autre, et contre toutes les institutions qui lui permettent de suivivre et de réprimer.

Nous appelons tous les hommes épris de justice et de liberté à venir soutenir : Maurice Colombo, le 2 juillet 1981 à 14 heures au tribunal de Meaux (77) et Dominique Boisrenoult le 7 juillet 1981 au tribunal de Bobigny (93), à la 2e chambre correctionnelle.

Groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste

Amis Lecteurs

La semaine prochaine, vous lirez sur 16 pages le dernier numéro pour l'année 80-81 du *Monde libertaire*, dont la parution hebdomadaire reprendra le jeudi 17 septembre.

L'année qui s'achève a été marquée par l'ouverture de notre nouvelle librairie, au 145, rue Amelot, Paris 11e, et il est bon de rappeler ici tous les efforts bénévoles qu'il a fallus pour transformer ce dépot sans eau, sans électricité, sans devanture, avec des murs, un plafond et un sol qui devaient être refaits entièrement, en une librairie agréable où vous pouvez venir acheter ou commander par correspondance vos livres et vos disques. Avec trois fois plus de rayonnages, nous vous offrons aujourd'hui un choix de textes comme jamais nous n'avions pu vous en proposer.. Pour cela aussi le travail a été inimaginable. Nos compagnons ont dû se tenir au courant de toutes les publications nouvelles ou anciennes et aller le plus souvent les chercher chez les éditeurs pour approvisionner notre librairie. Cela a été fait.

Le catalogue que nous allons tirer pour les mois de la rentrée doublera ou même triplera de volume ! Enfin, il faut rappeler l'effort financier que représente un tel achat. Au total, ce sont plus de 400 000 francs qui ont été investis entre le prix du local, des matériaux et du travail que nous ne pouvions exécuter nous-mêmes et qui est minime par rapport à celui abattu bénévolement.

Sur ces 400 000 francs, il nous reste encore 170 000 francs à rembourser en six ans. Inutile de vous expliquer plus longuement pourquoi, en cette période, nous avons plus que jamais besoin de vos souscriptions et virements automatiques.

En cette fin d'année, il est bon aussi de tirer le bilan de quatre années de parution hebdomadaire du *Monde libertaire*. Il y a en effet quatre ans, après propositions de militants, études, rapports et prévisions des administrateurs d'alors, le congrès décidait le passage hebdomadaire du *Monde libertaire*. Pendant ces quatre années, nous en avons vu des journaux de droite, de gauche et d'extrême-gauche paraître... et disparaître. *Le Monde libertaire*, lui, a réussi à tenir en défendant sans cesse les positions anarchistes, sans jamais céder à la démagogie qui consiste à hurler avec les loups, démagogie qui aurait pu, peut-être, faire augmenter nos ventes, mais qui nous aurait ravalés au rang des politiciens. Ce succès d'une parution régulière ne doit pas pour autant nous faire oublier les difficultés d'une telle entreprise. *Le Monde libertaire* est encore trop peu connu, trop peu diffusé, et le nombre de ses abonnés est encore insuffisant. Ajoutez à cela que, si nous avons évité pendant près de trois ans de changer nos tarifs, les frais ont, eux augmenté de plus de 50% dans la même période. Vous comprendrez pourquoi, à la rentrée, nous serons obligés de faire passer à 5 francs le prix du numéro du *Monde libertaire*. Tout en ayant connaissance de ces obstacles, notre congrès n'en a pas moins décidé que notre journal devait rapidement (et si possible au cours de cette année) passer à douze pages. Douze pages hebdomadaires pour que les informations, les analyses anarchistes soient plus nombreuses et que la présentation soit encore plus soignée et plus aérée. Il ne faut pas cacher que ce douze pages n'est pas acquis et qu'il sera, une fois de plus, le fruit d'efforts :

— d'efforts pour faire connaître le titre en en parlant, en poussant les bibliothèques, les comités d'entreprises, les foyers de lycées... à s'y abonner, en le vendant à la criée, en le déposant dans les salles d'attente..., les moyens sont innombrables;

— d'efforts financiers aussi, car un douze pages signifie près de 2 500 francs supplémentaires chaque semaine pour l'impression de notre journal.

C'est pourquoi, amis lecteurs, nous avons besoin de votre soutien permanent, de vos souscriptions et de vos abonnements.

POUR OBTENIR RAPIDEMENT LE DOUZE PAGES, DÈS AUJOURD'HUI, ABONNEZ-VOUS !

Salutations anarchistes
Les administrateurs
P. BEDOS — J. RÉMOND

PENDANT LE MOIS DE JUILLET, LA LIBRAIRIE SERA OUVERTE COMME TOUTE L'ANNÉE, DU MARDI AU SAMEDI, DE 10 H 30 A 19 H.
PENDANT LE MOIS D'AOÛT, DU MARDI AU SAMEDI (INCLUS), DE 14 H A 19 H.

LA PERGOLA

QUI EST LE COUPABLE ?

LES inculpés (médecins et anesthésistes) de la Pergola ont fait appel (le procureur a requis la confirmation des peines prononcées en première instance, arrêt du tribunal, le 7/7) et c'est au cours de la dernière semaine de juin que la 11e chambre de la cour d'appel de Paris reprenait le dossier. La Pergola, clinique privée du 18e arrondissement, offrait à des prix prohibés des interruptions volontaires de grossesse au-delà des délais autorisés par la loi. Le premier chef d'inculpation avait même été l'infanticide pour certains médecins.

La loi Veil est insuffisante, l'hôpital Bichat, avec sa maternité modèle, fonctionnait sans service IVG. Que des requins de la finance ou de la médecine détournent la loi pour de simples intérêts financiers, cela a toujours existé et continuera à se pratiquer. Le véritable drame de la Pergola se trouve ailleurs : ce sont des femmes qui, en détresse, ont été dans l'obligation de s'adresser à cette équipe médicale parce qu'elles n'avaient pas d'autres possibilités. La justice est aveugle, elle a mis en scène médecins, avocats et procureur, mais a oublié d'inviter à ce procès les principaux acteurs : les femmes qui ont dû passer par cet avortoir.

Ecrire que la loi Veil est un leurre ne suffit pas à lui retirer son caractère discriminatoire, autoritaire. La vie quotidienne prend le relai des grandes manifestations ou mouvements d'opposition. Le planning familial envoie toujours autant de femmes en Angleterre ou en Hollande. Le public demeure peu informé quant aux méthodes contraceptives, les centres IVG, même s'ils existent, sont peu mis en avant par les centres hospitaliers. C'est toute la politique familiale gouvernementale que l'on doit combattre pour que se développent correctement des centres contraception et avortement, que toute l'information nécessaire se fasse auprès des hommes et des femmes.

La sexualité est marginalisée par la morale bourgeoise; dénoncer cet état de fait, clamer les carences hospitalières ne suffisent pas. Nous devons tout mettre en œuvre pour que des centres sexualité se mettent en place dans les quartiers, les cantons, sans aucune tutelle étatique, en faire des pôles d'animation. Il faut détruire le carcan de silence entourant ce problème, qui laisse aux femmes seules la responsabilité de la contraception. Prendre cette initiative mettrait à bas ce caractère religieux, fautif qui touche à la sexualité. Notre corps nous appartient. Il faut rendre public, faire prendre conscience à tous et à toutes que la contraception ou l'avortement ne doivent pas être confessionnels et que pris en charge par les seules femmes, cela représente un premier pas vers une nouvelle morale de comportement.

Le procès de la Pergola a eu le mérite de mettre à jour ce problème. L'avortoir a été fermé, un centre IVG fonctionne à l'hôpital Bichat, mais les femmes font toujours face au mur infranchissable de la loi Veil : les migrantes, les délais légaux dépassés, la non-autorisation des parents pour les mineures sont autant d'obstacles que les juges de la 11e chambre ont ignoré durant ce procès. A nous de le rappeler à l'opinion publique.

Florence LECHABLE

antimilitarisme

On oublie trop vite que les roses sont pourvues d'épines

LE 20 mai 81, le parquet fait appel à minima, suite à la condamnation pour désertion à l'ONF de Christian Michel, militant de notre groupe, dont la peine fut de six mois avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve. Le 23 juin 81, Pascal Bru, militant du même groupe, se voit attribuer six mois de prison ferme pour insoumission à l'ONF au tribunal de Meaux. Procès pendant lequel il ne put exprimer ses convictions anarchistes aux vues d'un juge à qui le seul fait de reconnaître le délit suffisait, et qui s'opposa à toute déclaration d'ordre politique.

Dernièrement, à Chambéry, six mois de prison ferme furent infligés à un objecteur-insoumis; trois autres attendent leur sort prochainement. Le 2 juillet, deux militants de la FA sont convoqués devant les tribunaux pour les mêmes délits, l'un à Paris (F. Plasman, à 13 h 30 à la 17e chambre), l'autre de nouveau à Meaux (M. Colombo à 14 h). Enfin, un autre compagnon sera jugé le 7 juillet à Bobigny (Dominique Boisrenoult, à 14 h).

Une constation évidente de ces faits saute aux yeux : depuis la victoire du Parti socialiste, le 10 mai, aux élections présidentielles, non seulement une prolifération du nombre des procès antimilitaristes est à noter, mais chose plus inquiétante, une nette augmentation de la répression en matière pénale apparaît. (Alors que le rythme de croisière des peines avoisinait six mois avec sursis précédemment, actuellement, celui de dix mois ferme devient courant).

Face à cette situation, quel est l'état actuel du mouvement antimilitariste ?

Le vent d'espoir de changement qu'a entraîné l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République n'a pas épargné le mouvement antimilitariste. En témoignent les articles du *Monde* en date du 24 juin 81, au travers desquels le mouvement OP20 (regroupement d'objecteurs dont la démarche est fondée sur une demande collective de l'obtention du statut) se déclare prêt à négocier avec le gouvernement, et tels insoumis clandestins du journal *Avis de Recherche* qui tirent un trait sur leur clandestinité afin de se dévoiler au grand jour. Pour la plupart d'entre eux, l'heure est à la négociation. Certains confirment cette démarche à la seule fin de « tester la volonté réelle de changement du nouveau pouvoir ».

De l'ignorance et l'illusion comme explications de ces positions

S'il s'opère une décomposition du mouvement antimilitariste au lendemain des élections, ceci ne tient qu'à une chose : une méconnaissance du rôle et de l'importance de l'armée comme principal garant des institutions étatiques et ceci quelle que soit la couleur idéologique qui l'appuie, d'où l'attrait envers les propositions démagogiques du PS en matière de défense. Partant de cette démonstration, la lutte menée contre le précédent gouvernement par nombre de réfractaires à l'armée et l'arrêt total de cette lutte suivie de l'attentisme envers le pouvoir actuel découlent d'une analyse manichéenne du binôme armée/Etat : « Auparavant, combattre l'institution militaire — dernier rempart à l'émancipation des hommes — sous un régime de droite, était une nécessité; actuellement, nous nous devons d'attendre la concrétisation des projets socialistes... Nous ne voulons rien faire aujourd'hui qui puisse heurter le nouveau pouvoir ! »

Les propositions socialistes et leurs applications directes

Tout le monde a applaudi *in extenso* à la victoire du PS : que ce soit à Plogoff où le fait de geler la construction de la centrale ne signifie aucunement son arrête définitif ou sa réimplantation dans une région proche; au Larzac où le gouvernement renonce au camp militaire, mais qui soulage les armées en généralisant la pratique des manœuvres en terrain libre (ce qui n'est guère mieux) et en envisageant l'éventualité d'acquérir en une autre région de France un nouveau terrain d'exercice au tir dont l'achat ne soulèverait pas les passions (*Le Monde* du 5/6/81). Quant à la suppression des juridictions d'exceptions notamment en ce qui concerne les TPFA par leur transfert en tribunaux civils, cette éventualité ne suppose pas que les insoumis se verront affligés de peines plus légères (bien au contraire et nous le verrons par la suite); tout au plus, pourront-ils assurer leur défense plus librement.

Notons deux faits notoires qui ne devraient pourtant tromper personne en matière de promesses électorales : aussitôt après leur victoire électorale, les socialistes suspendent l'arrêt des essais nucléaires dans le Pacifique. Il aura fallu moins de quatre jours pour qu'ils approuvent leur continuité qui « s'avère nécessaire pour la défense de la nation. »

Un deuxième point significatif : « Les super-puissances feraient mieux de se hâter vers le désarmement, plutôt que de créer de multiples occasions de déclencher des guerres locales, qu'elles se contentent de regarder et d'entretenir.

« Nous refusons toute livraison de matériel d'armement aux gouvernements racistes et fascistes. La France doit vendre des produits alimentaires plutôt que des armes. » (Programme gouvernemental de F. Mitterrand, *Le Monde* du 8/5/81). « Premier contrat approuvé par le nouveau gouvernement, l'Egypte achète seize avions de combat

Mirage supplémentaires à la France » (*Le Monde* du 11/6/81).

D'une « armée plus démocratique » à des peines de prison de plus en plus fermes

Le véritable danger qui va se manifester dans les années à venir résidera dans l'intégration totale de l'institution militaire à la vie courante. Ainsi, sous un régime de droite était-on insoumis à l'armée, demain nous le serons à la société tout entière.

En matière de réformes, nous pensons effectivement nous, anarchistes, que le pouvoir élaborera une refonte plus large du statut de l'objecteur et du Service national (liberté d'expression et de réunion, libre circulation, liberté politique et syndicale...). Mais ceci, pour mieux endiguer la jeunesse, afin de lui faire accepter l'armée non plus comme une contrainte, mais comme un devoir utile et agréable. Ainsi en proposant une ouverture et une plus large souplesse du Service national, il sera d'autant plus difficile aux appelés de remettre en cause le système.

Nous allons assister dans une proche période à une intoxication et publicité démagogiques envers les jeunes, de la part des socialistes, qui devront mener le mouvement antimilitariste sur des bases saines et fermes, afin que l'on n'assiste plus à la débandade et l'effritement actuels, où nombre d'antimilitaristes, sous peine de vouloir négocier ou de mettre au pied du mur le gouvernement face à ses promesses, n'auront pour seul interlocuteur direct que le futur geôlier.

La répression s'amplifie déjà, un Etat socialiste ne pouvant accepter la remise en cause de ses principes; « s'insoumettre à l'armée, c'est refuser le socialisme, c'est s'opposer au peuple, c'est vouloir être contre la société entière ! »

Il faut dès maintenant faire changer l'illusion du changement.

Nous devons nous attacher à dénoncer le programme socialiste en matière de Défense qui ne vise qu'à l'unification du civil et du militaire et à l'obtention d'une armée plus cohérente et mieux intégrée à la nation.

Nous ne devons jamais perdre de vue que le combat contre l'institution militaire s'inscrit dans une lutte globale contre l'Etat et toutes ses structures répressives et hiérarchiques.

Christian
(Groupe Sacco-Vanzetti)

RADIO-TÉLÉVISION

Fatal instrument de pouvoir centralisé ou moyen de communication populaire ?

LA communication a toujours été un enjeu politique important.

La radio et la télévision ont considérablement amplifié ce phénomène : un seul individu — actif — s'adresse à des millions de gens — passifs — à la fois.

On comprend que tous les régimes politiques aient cherché et cherchent à utiliser à leur profit un si gigantesque pouvoir. C'est évidemment vrai des régimes totalitaires, qu'ils se réclament du fascisme ou du marxisme. Mais on a pu voir en France, ces dernières années, à quel point c'est vrai aussi des régimes qui se prétendent libéraux. En démantelant l'ORTF en 1974, Giscard et Chirac ont prétendu décentraliser la programmation et distendre les liens de dépendance de la radio-TV vis-à-vis du gouvernement.

Tout le monde sait maintenant qu'ils n'ont fait qu'aggraver la situation de l'époque gaullienne en ajoutant à cette dépendance, restée intacte, une dépendance grandissante des nouvelles structures vis-à-vis des puissances d'argent.

Ils étaient même prêts à confier à une chaîne de télévision privée le monopole de l'exploitation d'un canal du futur satellite de diffusion.

En obligeant les chaînes TV à fonctionner sur le modèle capitaliste (recherche du profit, concurrence sur les « produits », soumission de l'« acheteur » à la pression des publicitaires), ils ont encouragé les émissions les plus démagogiques et la bêtification systématique pour entretenir les meilleures conditions d'exploitation du peuple.

Peut-on inverser cet état de fait ? La radio, la télé et les nouvelles techniques audiovisuelles (magnétoscopes, vidéocassettes, vidéodisques, télédistribution par câble, banques électroniques de données, etc.), peuvent-elles devenir des moyens d'émancipation populaire ?

Constatons tout d'abord qu'avec les radios libres, le peuple (une toute petite partie du peuple) a pris, comme on prend la rue, les moyens hertziens de son émancipation. Mais cette liberté-là n'est pas réelle : sur les ondes, il n'y a pas place pour tout le monde et, si la liberté était vraiment totale, toutes les radios « libres », même après cessation du brouillage officiel, deviendraient inaudibles. Celles qui arriveraient à se faire entendre seraient les plus puissantes, donc celles qui ont le plus d'argent, donc celles qui ont le plus de pubs et sont le mieux acceptées par les financiers, donc celles qui ne remettent pas en cause l'exploitation des travailleurs... Les partisans les plus convaincus des radios libres admettent aujourd'hui que pour qu'il y ait le moins possible d'entrave à la liberté sur les ondes, il faut que les radios soient... contrôlées ! Au moins sur le plan technique.

Les anarchistes ne doivent pas ignorer ce problème et il leur faut bien se demander si le plus important n'est pas de libérer les radios et télés du « service public », celles qui bénéficient jusqu'à maintenant de ce qu'on appelle le monopole d'Etat ?

Ce monopole d'Etat peut-il devenir le monopole de toute la population, à l'exception de ceux qui veulent garder, réintroduire ou introduire le profit capitaliste et à l'exception de ceux — hommes de pouvoir, politiques ou non — qui veulent conserver des privilèges dans le droit à la parole ? C'est tout le problème.

Le PS, en quelques semaines, a déjà détruit toutes les illusions, après avoir annoncé une réforme qui mettrait fin à la mainmise du pouvoir politique et préparerait le pluralisme et la régionalisation, ce qui devrait entraîner la décentralisation de la gestion, de la production et de la programmation. On n'y croit déjà plus guère en observant les pratiques du nouveau ministre de la Communication qui laisse entendre que les directions de chaînes TV, aujourd'hui comme sous Giscard, doivent être dans la droite ligne définie par le gouvernement.

La réforme qui doit être proposée en octobre au Parlement va-t-elle enfin amener l'indépendance ? Et si oui, que sera cette indépendance et son utilisation ? Y aura-t-il régionalisation véritable et fédéralisme ? Qui fera la programmation ? Comment éviter les nouveaux « spécialistes » de la prise de parole ? Et que seront, dans tous les cas, les rapports entre la population extérieure à la radio-télévision et ceux qui y travaillent ? Quels seront les droits et les devoirs de ces travailleurs ? Que deviendront leurs acquis ? Quel type de gestion directe les uns et les autres pourraient-ils mettre en place ?

Comment peut-on concevoir, dans ce domaine, « la plus haute expression de l'ordre » ? Quels partages, quelles containtes, quelles responsabilités librement consenties ?

Ce serait à coup sûr une grave erreur de prendre pour base de réflexion le projet du nounouveau parti au pouvoir. Ses motivations ne sont pas les nôtres, et, de plus, le capitalisme, resté au pouvoir à tous les niveaux de décision économique réelle lui interdira, dans les faits, de mettre sérieusement en cause les intérêts de la classe dominante, sur les antennes comme ailleurs.

Le nouveau gouvernement recherchera plus le compromis et la cogestion qu'un véritable pouvoir de tous les intéressés à travers l'autogestion.

Il est donc indispensable et urgent que les anarchistes réfléchissent à ce que pourrait être une radio-télévision au service d'une société libertaire. le débat est ouvert.

J.L.
(groupe Varlin)

A propos du congrès national du SNI-PEGC

TOULOUSE : la ville rose, restons dans le ton, accueillera en juillet les instituteurs réunis en congrès. La victoire de Mitterrand représente pour la direction du SNI-PEGC un soulagement certain. Les erreurs, les négociations secrètes, la main tendue au pouvoir feront dorénavant partie de l'histoire. Henry — ministre du temps libre — a permis que la FEN et le SNI changent les bureaucrates en place. Après tout, ne sommes-nous pas bercés par un vent de changement ?

Le bilan

Le bilan négatif laissé par une direction coincée par sa politique de négociations à tout crin, bien que gommée par le changement gouvernemental, n'en demeure pas moins un héritage qui en dit long sur la combativité syndicale.

Le SNI s'est lancé tête baissée dans une politique ultra corporatiste qui l'a amené à avancer des revendications de division. La revalorisation de la fonction d'instituteurs a abouti à un statut coupant en trois le corps des enseignants (les chefs, les formés et les mauvais), les directeurs devaient devenir chefs directs de leurs ex-collègues. La formation continuée devenait un examen de passage, l'échelle des salaires s'accentuait, la formation des normaliens était inefficace, autoritaire. Ces menées corporatives aboutissaient également à une accentuation de l'opposition PC-PS au sein

de la FEN. Beullac en a profité pour jouer la carte secondaire contre primaire. Le réformisme a permis la fermeture accrue des classes, des postes, le maintien des statuts précaires (auxiliaires et suppléants).

A l'heure du changement, la direction syndicale respire, les décrets ministériels ont été abrogés, des postes supplémentaires ont été offerts. L'attentisme électoral n'entraîne nullement un mouvement d'opposition de la base. Bon gré mal gré, les bureaucrates maintiennent le cap. Les 25 élèves par classes ? Attendons, ne soyons pas utopistes, il faut laisser du temps à nos camarades ministres. L'autoritarisme accru de l'administration ? Des sanctions ont d'ores et déjà été levées, n'entamons pas une chasse aux sorcières. Après tout, des cartes socialistes ont bien dû se distribuer dans les ministères. La réduction du temps de travail ? Le syndicalisme enseignant coupe les ponts avec les travailleurs. Ce ne sont pas des revendications touchant le cœur même du problème qui seront avancées par les congressistes. La bureaucratie semble se tourner vers un rôle accru des organismes paritaires : c'est plus simple, cela évite les grandes manifestations débordant largement le cadre revendicatif dessiné par les directions syndicales. La Laïcité ? Après tout, la paix sociale vaut bien une messe ! Les éditoriaux de *l'Ecole libératrice* (hebdomadaire du SNI-PEGC) reprennent les grands thèmes chers à l'électorat syndical, mais n'avancent aucune proposition concrète pour détruire dans l'œuf l'aide à l'école privée et confessionnelle (lois Guermeur et Debré).

Savary étant un ministre ouvert, représentant un président qui a offert un certain nombre de promesses aux enseignants, ne mettons pas la charrue avant les bœufs. Nos revendications peuvent être acceptées par un gouvernement de gauche, mais leur réalité est ce qu'elle est, le collectif budgétaire alloué à l'Education nationale est bien maigre. Les commissions paritaires statueront sur le bien-fondé des fermetures de classes prévues, quelques postes nous sont offets, ce sera donc aux représentants des personnels de déterminer qui en profitera. La cogestion est bien là et baignera le congrès de son aura.

Les revendications corporatives, la division syndicale, la cogestion avec le pouvoir, tel se présente l'ordre du jour de ce congrès.

Les revendications

Le propre du réformisme a toujours été d'oublier la revendication pour mettre en avant le moyen de la satisfaire. Par exemple : un congrès a avancé les 25 élèves par classes, pour ce faire, ouvrons les négociations sur la base des 30 en maternelle. Et durant plusieurs années, la bureaucratie syndicale se battra sur les 30 pour oublier les 25 dans cette période d'ouverture avec l'administration. Contre l'échelle des salaires, elle avance le salaire binôme pour gommer quelque peu la hiérarchie. Le salaire binôme — moyen pour obtenir satisfaction — devient dorénavant revendication, et l'égalité des salaires est jetée aux poubelles de l'histoire.

Aujourd'hui, nous ne devons plus jouer les règles de ce jeu orchestré par les directions syndicales et l'administration, mais bien se revendiquer d'améliorations

nettes des conditions de travail, pouvant être reprises partout par les travailleurs de la fonction publique et non plus par branches professionnelles :

— les 35 heures pour tous sans diminution de salaire (ce qui se traduit au niveau des enseignants par des réductions d'horaires qui leur sont spécifiques);

— l'augmentation uniforme des salaire;

— une lutte accrue contre la hiérarchie (refus d'un statut des directeurs, lutte contre l'inspection, etc.);

— un regroupement de tous les travailleurs de l'Education nationale, non plus divisés en syndicats corporatistes, mais regroupés en sections syndicales unifiant les luttes et les revendications de personnels d'un même secteur;

— un refus clair et net de l'aide de l'Etat ou de la commune à l'école privée (abrogation des lois Guermeur et Debré).

Les moyens d'action

Le premier éditorial de *L'Ecole libératrice* qui a suivi la nomination d'Henry au ministère du temps libre a eu pour thème : l'indépendance syndicale ! Elle a beau dos cette volonté d'indépendance quand les bureaucrates refusent d'animer des assemblées de travailleurs à partir du moment où ils ont obtenu des promesses de la part d'un monsieur encore candidat. Il a beau dos le changement dans la joie quand les congrès départementaux qui se déroulent durant juin ne se départissent pas de l'habituelle UID contre UA, les batailles de politiciens sont toujours à l'ordre du jour.

Ce ne sont ni les plate-formes revendicatives longues comme les jours sans pain propres à UA, ni le ronron orchestré par UID qui feront avancer le syndicalisme enseignant. Le changement ? Oui, mais sur d'autres bases : à partir de renvendications communes à l'ensemble des travailleurs de la fonction publique. L'unité syndicale ? Oui, mais pas sur la base d'un déchirement entre secondaire et primaire, mais sur la tradition ouvrière qui veut que les travailleurs se regroupent par branches professionnelles (fédérations de syndicats) et par sections d'entreprises. La fédération d'industrie mettra à bas l'ultra-corporatisme qui a toujours miné la FEN.

Si les enseignants n'engagent pas d'ores et déjà un combat sur ces bases, nous assisterons peu à peu à la mort d'un syndicalisme spécifique au profit d'un corporatisme à la mode social-démocrate qui, mettant en avant la cogestion avec l'Etat-patron, empêche toute volonté de lutte et de changement.

Thyde ROSELL

Cette année, la parution de notre journal sera interrompue du 9 juillet au 17 semptembre

PC-PS

DU... DÉJÀ VU

C'A y est ! Il y a des ministres communistes au gouvernement. Bien sûr, pour nous cela n'a plus rien d'une surprise. Même dès le lendemain du 10 mai, Mitterrand l'avait envisagé et il ne paraissait guère imaginable qu'il en aille autrement.

Plus intéressants restent le nombre, les attributions et surtout l'accord entre le PS et le PC qui reste, à lui seul, un chef d'œuvre de retournement dialectique opéré par les responsables du PC. Quatre ans après la rupture du programme commun de gouvernement, voici nos deux compères, trois (excusez du peu !) avec les radicaux de gauche, qui se retapent sur l'épaule et n'hésitent pas, comme le militant P. Juquin le soir du 10 mai, à appeler les socialistes « camarades ».

En quatre ans, il s'en est passé des choses... Qui ne se rappelle pas les querelles dans nombre de municipalités d'union..., de combats électoraux

Photo AFP
La paix sociale vaut bien 4 portefeuilles

perdus par la mésalliance..., des propos, il n'y a pas même six mois, des responsables nationaux du PC à l'encontre du PS et de ses collusions avec la droite, de sa dérive politique, que sais-je encore, tant les qualificatifs furent nombreux et durs...

Puis subitement, à l'issue du score socialiste et conséquemment de la perte d'audience du Parti communiste, ses dirigeants se réveillent, terrassés qu'ils furent par le sens du vent de l'histoire qui les balaya à nouveau les 14 et 21 juin. Même si l'injustice perpétuée par le mode de scrutin explique le peu de sièges acquis à l'Assemblée, le Parti communiste a fait les frais d'erreurs politiques importantes qu'il ne peut reconnaître, du moins étaler sur la place publique, mais qui sont réelles. Et il faut être de l'envergure d'un C. Fiterman pour, qu'avec un aplomb évident propre à nous désarçonner, l'entendre nous expliquer sa place au gouvernement comme l'expression « d'une volonté de changement du pays à travers deux élections ».

Avec quel art consommé les membres du bureau politique savent jouer les Candide ! Bien sûr, nous savons que ce mariage de raison, difficile à faire autrement pour les responsables communistes, ne durera qu'un temps et qu'avec le même aplomb ils nous expliqueront qu'ils ne peuvent plus continuer à cautionner un gouvernement dont les orientations vont à l'encontre des intérêts des travailleurs, etc.

L'accord entre les deux grands partis reste, à cet égard, un texte à conserver dans nos annales. Nombreux seront sans doute les militants de cellules à se demander où ils en sont. La solidarité prévue entre les deux partis doit se traduire jusque dans les entreprises; le changement social en douceur « selon un rythme qui tiendra compte... »; le retrait des troupes russes en Afghanistan... Voilà quelques bons morceaux choisis qui devraient (peut-être) faire douter les militants et se demander si après avoir marché dans leurs godasses, aujourd'hui ils se trouvent forcés de marcher à côté. Attendons quelques temps pour que là aussi les choses se décantent...

Quatre ministères, c'est peu, même pas proportionnel, diraient des esprits mal intentionnés, mais suffisant pour contenter tout le monde. Habile dosage, sans aucun doute. Deux postes-clé : celui de la Santé et celui de la fonction publique. Deux postes où l'action gouvernementale devrait assez vite intervenir. Lors de sa campagne, Mitterrand mit largement l'accent sur l'amélioration des services sanitaires et plus généralement sur l'accroissement des postes de fonctionnaires. Deux postes à dépenses aussi. La marge de manœuvre sera étroite.

Mais en définitive, là n'est pas le plus important. En associant les communistes, les socialistes comptent bien, pour un temps, réduire les risques de tensions sociales. Chacunes des parties s'en défendra, mais c'est pourtant bien l'évidence même. Combien de temps durera l'idylle ? Il est difficile de lire dans le marc de café. Cela pourrait se désagréger assez vite, sous l'effet d'un « mauvais » conflit mal engagé ou/et mal résolu, d'un débordement extra-syndical. Hypothèse qui n'est pas à exclure, même si pour l'heure, Krasuki, leader bien connu d'une grande organisation syndicale du Parti communiste, déclarait récemment sur les ondes que sa centrale était : « une force d'appui et de contrepoids pour un gouvernement de progrès ».

Avec les ministres communistes, le décor et les personnages sont plantés pour le premier acte d'un gouvernement de gauche. Les trois coups donnés, le rideau se lève...

Roland BOSDEVEIX

ÉCONOMIE

C'est ça le changement !

LES récentes mesures du gouvernement socialiste dans le domaine de l'emploi et de la relance de l'activité industrielle ressemblent, à s'y méprendre, aux différents plans Barre !

Après avoir accordé rapidement quelques améliorations, non négligeables certes, pour les bas revenus, le « plan Mauroy » remet un peu les montres à l'heure. N'allons pas risquer un dérapage inflationniste en donnant satisfaction à tous les salariés ! Les fonctionnaires, on vient de le voir, sont les premiers à faire les frais de ce réalisme : les augmentations de salaires ne sont pas supérieurs au « coup de pouce » traditionnel et trismestriel tel qu'il est prévu dans les accords de la fonction publique, accords que les organisations syndicales les plus représentatives avaient refusés de signer l'an dernier.

Par contre, si les salariés ne récoltent que des miettes dans l'immédiat, les entreprises, bénéficiaires du second train de mesures, n'ont guère de raisons de se plaindre du nouveau pouvoir. L'Etat va prendre à sa charge une part de plus en plus grande dans le versement des cotisations patronales de Sécurité sociale (100% pour les apprentis, de 50 à 70% pour les créations d'emplois bénéficiant à des jeunes). Dans le même temps, de nouveaux crédits sont offertes aux entreprises, à des taux inférieurs au taux d'inflation, donc dans des conditions particulièrement avantageuses pour elles.

Quelles conditions les entrepreneurs privés devront-ils remplir pour bénéficier de ces mesures ? L'Etat ne se montre pas exigeant. Alors que les mesures du gouvernement Barre les obligeaient à embaucher pour une durée de six mois minimum, cette limite est portée à un an. Il n'est donc pas même question d'imposer aux patrons de n'embaucher que sur des contrats à durée indéterminée. On peut se demander si le gouvernement ne cherche pas à enrayer le chômage pour la seule année à venir.

En fait, cette politique repose sur un pari économique qui est le pari de la relance de la production et de la consommation. Mais certainement aux diverses expériences passées qui avaient débuté par une relance massive du pouvoir d'achat des salariés, entraînant, par l'augmentation de la demande, la relance de la production industrielle, la tactique actuelle prend le schéma inverse. A une relance modérée du pouvoir d'achat correspond une relance massive de la capacité d'investissement des entreprises. Le pari économique du gouvernement est donc le suivant : les mesures de soutien aux entreprises et à l'emploi devront produire leur effet sur la rentabilité financière de chaque entreprise, afin de leur permettre, à l'échéance d'un an, d'assumer une relance de la consommation, c'est-à-dire toutes les mesures sociales contenues dans le programme du candidat Mitterrand. Le financement des premières mesures sociales d'urgence sera supporté essentiellement par l'Etat.

On comprend bien que ce pari économique se double d'un pari social et politique. Car, pour que ce plan arrive à son terme, il faut assurer la paix sociale, donc lâcher suffisamment de lest pour éviter les remous. L'entrée des communistes dans l'alliance gouvernementale n'est certainement pas étrangère à cette préoccupation, car c'est d'eux que pourraient venir les plus gros problèmes dans les entreprises.

La meilleure solution consiste donc, pour les socialistes, à faire en sorte que les négociations avec les organisations syndicales, aboutissent à un accord fixant des échéances à moyen et à long terme pour les mesures les plus coûteuses (salaires, semaine de 35 heures...) et à tenter de faire prendre patience en commençant les réformes par ce qui ne coûte pas cher, du moins à court terme (élargissement des libertés syndicales et politiques, justice, etc.)

Toutes ces réformes en surface de la société libérale avancée pourraient faire patienter le temps de permettre aux entreprises de comprendre que le nouveau pouvoir n'en veut pas à leurs profits, mais qu'il souhaite au contraire les augmenter pour que les salariés en profitent un peu plus.

Ce n'est donc pas aux patrons que l'on demande des sacrifices ! Les pauvres, ils ne peuvent pas payer ! Ils ont tant

Photo AFP
Les 35 h, c'est pour...

besoin d'aide pour pouvoir améliorer la situation des travailleurs ! Car ils ne demandent pas mieux, pour sûr ! Voilà les théories que l'on voudrait nous faire avaler...

Mais, nous dira-t-on, l'Etat montre l'exemple en embauchant dans la fonction publique.

Certes, mais il ne faut pas oublier que ces mesures constituent tout juste un rattrapage des suppressions d'emplois réalisées depuis plusieurs années. Rien qu'au niveau des PTT, les 12 000 emplois annoncés ne sont qu'une goutte d'eau par rapport aux besoins réels. De plus, aucun engagement n'a été pris concernant le caractère de cette embauche, le reclassement des hors-statuts (auxiliaires, vacataires et l'arrêt de la sous traitance) : tels sont les problèmes de fonds du service publique. La semaine de 35 heures aux PTT exigerait à elle seule la création de 50 000 emplois nouveaux, ce qui par ailleurs laisserait entier le problème des charges de travail.

Il y a fort à parier que le gouvernement aura du mal à gagner son pari économique, car rien n'indique que le patronat français ait décidé de changer d'attitude et de devenir un patron « social » au sens social-démocrate du terme. Il ne se privera certes pas de bénéficier des mesures prises en sa faveur, mais il restera sur l'essentiel l'adversaire du nouveau pouvoir. Il ne lâchera pas de bonne grâce, même si tel est le souhait du Parlement et du gouvernement, sur l'ensemble des revendications des travailleurs, même à moyen ou long terme, même en ayant des assurances sur le maintien d'un certain taux de profit.

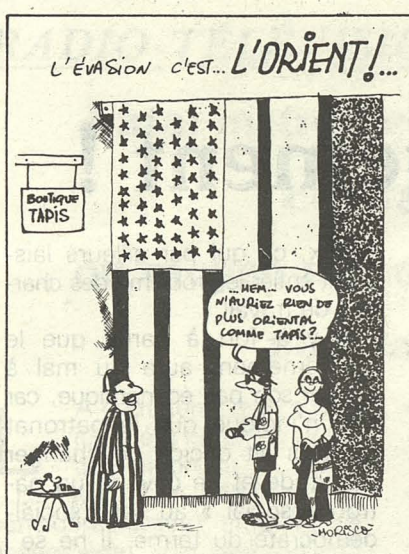
Le deuxième pari du gouvernement Mauroy, le pari de la paix sociale c'est à nous tous, militants anarchistes, de faire en sorte qu'il le perde ! Disons-le haut et fort : les patrons peuvent payer; les profits existent, et tout le monde le sait !

Cette « nouvelle » politique, c'est l'illustration de la collaboration de classes prônée depuis toujours par les dirigeants socialistes. Le tribut d'une telle attitude consiste à se trouver pris entre deux feux.

Malheureusement pour les socialistes, la lutte des classes présente une réalité toute autre. On ne peut pas concilier l'inconciliable. On ne peut pas défendre à la fois les intérêts des travailleurs et ceux des patrons. Il faut choisir ! Tel est le dilemme que le Parti socialiste refuse de trancher, pour le plus grand bonheur des électeurs. Telle est la raison essentielle qui lui prépare sans doute des lendemains tumultueux.

Alain SAUVAGE

Pour notre numéro de vacances nous vous présenterons un 16 pages



AFRIQUE DU NORD

LA POUDRIÈRE NORD-AFRICAINE

A l'heure où, comme chaque année à la même époque, des hordes de vacanciers s'apprêtent à déferler sur l'Afrique du Nord et à déverser leur morgue et leurs quat' sous, il peut sembler dérisoire de parler d'une réalité que, dans le meilleur des cas, ils ne feront que frôler. En général, les gagne-petit de l'aventure, les consommateurs frileux de sensations fortes à bon marché, les amateurs d'exotisme frelaté, les besogneux du souvenir préfabriqué et les babas cools en mal de fumette ne lisent pas notre presse et si d'aventure ce que nous allons évoquer leur tombait sous les yeux, ils se dépêcheraient de regarder ailleurs. Faut comprendre ! Quand on s'apprête à digérer pépère, à bronzer idiot et à planer relax, on n'aime guère entendre causer de la misère du petit peuple en djellaba, de l'oppression des multitudes et de la banalisation insupportable de l'intolérable ! Mieux vaut donc faire comme si on ne savait pas et jouer les aveugles quand la réalité se fait trop dérangeante ! Charognes ! Encore une fois, vous allez faire le bouche à bouche à des régimes qui ont besoin de vos devises pour survivre et vous allez conforter votre misérabilisme de petits nantis en frayant, l'espace d'un mois ou deux, avec des peuples en haillons. Profitez-en, il n'est pas dit que cela dure !

L'Afrique du Nord, en effet, vit aujourd'hui au rythme syncopé des crises de toutes sortes et il suffirait de peu de choses pour que la colère populaire embrase brutalement le champ social dans son entier. Le Maroc se trouve actuellement confronté à de véritables insurrections de la faim. La Tunisie tente de désarmorcer l'explosion en entrebâillant timidement la porte de la démocratisation. L'Algérie se craquèle sous les coups de boutoirs du réveil des nationalismes, de la formidable poussée démographique et des résistances au capitalisme d'Etat. En un mot comme en cent, le Magreb, dans sa version potentat d'un autre âge ou socialisme autoritaire, constitue actuellement une poudrière et il n'est pas besoin de savoir lire dans le marc de café pour pronostiquer qu'à court ou moyen terme, la déflagration est inévitable. Un drame pour les féodaux, la bourgeoisie rouge et les nouveaux croisés du tourisme ! L'espoir pour tout un peuple humilié et opprimé depuis des lustres.

J.-M. R., H.-C. L., M. O'. B.

ALGÉRIE

LE DÉBUT DE LA FIN

CONTRAIREMENT à ce qui existe chez ses voisins marocains et tunisiens, en Algérie la misère du peuple n'est pas criante. Certes, beaucoup de choses ne sont pas roses pour l'Algérien moyen, mais il faut le reconnaître, même si les gens ne mangent pas gras tous les jours, du moins ils mangent. Les produits alimentaires de base sont accessibles aux plus démunis. Et puis un gros effort a été entrepris au niveau de l'enseignement et de la santé. Alors, finalement, le socialisme à l'algérienne, un bilan globalement positif ? l'espérance de jours meilleurs ? Voire !

Jusqu'à présent, le régime algérien réussit tant bien que mal à surnager grâce à la manne du pétrole et du gaz. Les montagnes de devises qui en découlent lui permettent de maintenir la misère au niveau du tolérable, d'entretenir une armée de fonctionnaires véreux, incapables ou tout simplement inutiles, et d'engraisser une minorité d'intouchables. Il n'est pas dit que cela durera éternellement. De plus, malgré le ballon d'oxygène financier actuel, le malaise social ne cesse de s'accroître. Un an après les émeutes de Tizi Ouzou, de violents incidents se sont produits en mai dernier à Alger, Beijaïma et Annaba. En avril, huit à dix mille jeunes s'étaient réunis sur le campus d'Oued Aïssi, à Tizi Ouzou, pour célébrer le souvenir des événements tragiques de l'an dernier. Un mois plus tard, la contestation culturelle (les Berbères demandent la reconnaissance de leur spécificité linguistique et culturelle), se nourrissait des tensions sociales existantes (chômage des jeunes et crise du logement) et débouchait sur des revendications plus politiques (démocratisation du régime).

De toute évidence, la hausse continue des prix, la crise du logement, l'insuffisance des équipements collectifs, l'accroissement des disparités sociales, le luxe trop ouvertement étalé par certains, sont de plus en plus mal supportés par une population qui compte 60% de moins de 20 ans et un nombre de chômeurs sans cesse croissant. La moindre étincelle suffit à mettre le feu aux poudres.

Dernièrement, à Bordj-Meanaiel, un match de football s'est transformé en manifestation violente. Près de Lakhdaria, toute la population d'une commune s'est soulevée pour protester contre le transfert de la mairie décidé sans consultation. Récemment encore, l'achat de quelques milliers de voitures japonaises Honda d'aspect luxueux, et dont on a un peu trop vite dit que leur acquisition était réservée aux cadres, a provoqué la colère de la population. A Alger, nombre de ces véhicules ont vu leurs pare-brise ou leurs phares voler en éclat et à Oran, on s'est même amusé à les brûler.

Un climat social tendu, donc, qui ne risque sûrement pas de s'apaiser avec les premiers procès de personnalités accusées de corruption, de détournements de biens de l'Etat et de malversations diverses, qui devaient commencer au début du mois de juin. Si l'on ajoute à cela l'agitation hystérique des activistes musulmans qui cherchent à toute force à imposer une arabisation fanatique au niveau linguistique culturel et religieux, on se rend compte que tout ne va pas pour le mieux au royaume du socialisme à l'algérienne.

En fait, l'Algérie souffre d'une multitude de maux qui la rongent lentement, mais sûrement. Le système sociopolitique à base de capitalisme d'Etat constitue bien sûr l'élément prépondérant du malaise social. La vie politique et syndicale étouffe sous le carcan du parti unique et du syndicat unique. L'économie prend l'eau de tous les côtés, laminée par une planification délirante et une gabégie orchestrée de main de maître par une pléiade de bureaucrates encravatés de morgue et d'incompétence. De plus, la propension de l'Etat socialiste algérien à uniformiser une réalité politique, sociale et culturelle hautement diversifiée se heurte à des résistances farouches. Les Berbères renaclent à se couler dans le moule d'une culture qui n'est pas la leur. L'arabisation est vécue comme un phénomène colonialiste. Et puis, élément non négligeable de la crise algérienne, la population a moins de 20 ans et aucune structure politique et économique n'est capable de résister à un tel choc.

Au bout du compte, la situation qui aujourd'hui se dégrade progressivement à tous les niveaux menace de déboucher à court ou moyen terme sur l'explosion. L'Etat algérien, cet héritage maudit du colonialisme français, et le socialisme algérien, risquent de voler en éclats. La fin d'un système sociopolitique émasculateur de toute liberté, résolument inégalitaire et pitoyablement inefficace approche. Le tourbillon de la révolte populaire permettra-t-il de revenir à l'autogestion des débuts ? On peut toujours l'espérer et en tout cas faire tout notre possible pour que cela soit.

Jean-Marc RAYNAUD

TUNISIE

Les dernières cartouches du « combattant suprême !

DEPUIS déjà quelques années, le président Bourguiba et le PSD (le Parti socialiste destourien, parti unique en Tunisie) sentent que la situation est en train de leur échapper.

En 1978, des émeutes sanglantes avaient ébranlé l'assurance tranquille du « combattant suprême ». Aujourd'hui, miné par les ans, il tente de désamorcer l'explosion populaire qui laisse entrevoir un climat populaire, social et économique qui ne cesse de se dégrader.

C'est ainsi que des élections législatives anticipées vont avoir lieu le 1er septembre, ouvrant en principe la voie au multipartisme. Les formations politiques d'opposition non reconnues avec ce scrutin, puisque le PSD est le parti unique, pourront exister ensuite légalement, à condition d'avoir obtenu au moins 5% des suffrages exprimés. En fait, tout cela ne vise qu'à permettre l'émergence d'une opposition respectueuse de l'ordre établi et de l'infrastructure économique et sociale existante. Un marché de dupes donc, et déjà le PCT (Parti communiste tunisien) dénonce la manœuvre.

Même son de cloche chez le MUP (Mouvement pour l'Unité populaire), où Ahmed Ben salah, son secrétaire général (en exil) a annoncé qu'il refuserait de participer à ces élections bidon. Au préalable, il réclame une amnistie générale, la dissolution des tribunaux d'exceptions, l'abrogation des textes limitant l'exercice de la liberté d'expression et d'association et du droit de grève.

Comme on le voit, la tentative tardive de « démocratiser » la vie politique tunisienne ne fait pas recette. Tout le monde sent bien que le régime est à l'agonie et que s'il entrebâille aujourd'hui la porte de la démocratisation, c'est tout simplement pour éviter de voir l'ensemble de la bâtisse s'écrouler sous les coups, lourds d'avoir été trop longtemps retenus, de la colère populaire. Une atmosphère de fin de règne donc ! Tant mieux !

Hervé-Claude LAPIDAIRE

MAROC

Le compte à rebours est commencé !

POUR ce qui est de la misère, de l'oppression et de la corruption, le Maroc n'a jamais fait dans la nuance. Le roi et ses courtisans ont littéralement mis le pays en coupe réglée. En s'appuyant sur la police, l'armée et des notables engoncés dans leurs privilèges de hobereaux, ils rançonnent et terrorisent la population. Le chômage, la misère et le dénuement sont le lot commun du Marocain moyen. Pour survivre, il doit avoir recours à l'entraide familiale et à la débrouille. Les mioches sillonnent les rues à la recherche du touriste qui leur donnera un dirhane. Les adultes s'efforcent de vendre une multitude de choses, dont le haschich et le kif tant prisés des pélerins de Keitama. Sur le plan politique, l'opposition au régime est régulièrement saignée à blanc par une répression féroce. L'USFP (Union socialiste des Forces populaires), la CDT (Confédération démocratique du Travail) et l'UNEM (Union nationale des Etudiants marocains) sont systématiquement et méthodiquement décapitées.

Jusqu'à présent, Hassan II a réussi à se maintenir au pouvoir, grâce à des expédients de toute sorte et à pas mal de chance. Il a échappé par miracle à de nombreux attentats. Il a bénéficié de l'aide financière de nombreux pays occidentaux, dont la France. Il a forgé de toute pièce une police et une armée qui lui sont dévoués corps et âme. Il a réussi à maintenir le peuple dans un état de misère extrême par le biais du sous-emploi, de la peur, de la résignation inhérente à la religion, de l'analphabétisme et de la tolérance anesthésiante du kif. Il y a quelques années, avec la marche verte et la mainmise sur le Sahara espagnol, il a même réussi le tour de force d'être populaire.

Aujourd'hui, les temps sont en train de changer. L'aide occidentale se tarit avec la crise et l'arrivée des socialistes au pouvoir en France n'annonce rien de bon. L'armée marocaine essuie des revers dans la partie de bras de fer qui l'oppose à un Front polisario puissamment épaulé par l'Algérie. L'économie est à bout de souffle et le chômage réduit de plus en plus de gens à la mendicité.

Dans ces conditions, trouver de l'argent pour maintenir la tête du régime hors de l'eau devient de plus en plus problématique. Les vieilles méthodes ne font plus recette. C'est ainsi que fin juin, le doublement des prix des produits alimentaires de base a entraîné des grèves et des émeutes qui ont fait une centaine de morts. Dans tout le pays des grèves animées par la CDT et l'UMT

Photo AFP

ont paralysé la vie économique et sociale. A Casablanca, les autobus, les banques et les édifices publics ont flambé. Un Français a même été lapidé à coups de pierres. Pour l'heure, le calme semble revenu. Des milliers d'arrestations ont fait de nouvelles trouées dans les rangs de l'opposition. L'armée quadrille les rues dans les principales agglomérations. Tout rentre donc dans l'ordre habituel des choses. Mais jusqu'à quand ?

Il faut en effet comprendre que le régime est actuellement au bout du rouleau. La misère est telle que nombreux sont ceux qui préfèrent désormais mourir en se battant plutôt que crever à petit feu en mendiant au coin des rues. Avec un SMIC à 500 francs par mois, le travailleur marocain n'a même pas de quoi se nourrir, aussi on voit mal comment la colère pourrait ne pas l'emporter sur la résignation.

Maylis o' Brian

BEAU LIRE ET BIEN FAIRE

Plein-Chant et la littérature prolétarienne

CONNAISSEZ-VOUS « Plein-Chant » ? Sous ce nom, se cache une sympathique et modeste maison d'éditions dont l'animateur, Edmond Thomas, passionné de littérature prolétarienne et de poésie. Un bonhomme au goût sûr, ses différentes éditions en matière de littérature du peuple en témoignent. Auteur de *Voix d'en bas — La Poésie ouvrière du 19e siècle* paru en 1979 aux éditions Maspéro, Thomas sait de quoi il parle quand il nous présente les écrivains prolétariens, ces hommes de l'entre-deux guerres pour qui lutte de classes, témoignage du travail et éducation prolétarienne ne faisaient qu'un.

Les éditions Plein-Chant se présentent actuellement sous la forme de Cahiers trimestriels de la Littérature, on y trouve dans les numéros de l'été 79 et du printemps 80 une suite de biographies sur « quelques écrivains du peuple » où on cotoie les personnalités diverses et attachantes de Marcel Martinet, Henry Poulaille, Lucien Jean, Ch. L. Philippe, Albert Thierry, Lucien Bourgeois, Constant Malva, Pierre Hamp, Gaston Couté, Marguerite Audoux, Louis Nazzi, Maurice Wuliens, Nell Dofi, Victor Serge et Panaït Istrati, rien que du beau monde qui eut en commun de rendre témoignage sur leur classe d'origine dont ils sont toujours restés proches, en œuvrant pour son élévation morale et son éducation par la dignité. Thomas, dont c'est le mérite, nous fait découvrir des textes peu connus ou inédits qui permettent de se faire une idée sur la sincérité de leurs auteurs. La sensibilité et le, comme on dit aujourd'hui, « vécu », sont indéniables. Rien à voir avec la thèse d'universitaires, froide et chiante; ici, pas de découpage de cheveux en quatre, l'histoire est passée au crible de la vie, la vie ouvrière simple et nue, parfois déchirante, souvent tragique, enfin la vie du peuple, la vie du monde du travail, la vie que nous connaissons tous, nous pour qui prostituer nos capacités physiques ou intellectuelles huit heures ou plus par jour est une nécessité vitale dans la société actuelle.

Hormis cette suite de biographies, Plein-Chant a réalisé différents cahiers consacrés à des auteurs malheureusement peu connus : *Constant Malva, mineur et écrivain,* par Jacques Cordier, Malva pour qui la descente quotidienne au fond des mines du Dorinage était chaque fois un martyr. Qui dira mieux que lui les souffrances endurées par toute une vie de travail au fond de la mine. Ses ouvrages, *Un mineur vous parle* (éd. La Concorde), *Ma nuit au jour le jour* (éd. Maspéro) ou *Histoire de ma mère et de mon oncle Fernand* (éd. Plein-Chant), vous aideront peut-être à pénétrer ce monde de la mine et à se sentir solidaire de ces hommes.

Un autre auteur précurseur de la littérature prolétarienne a eu l'honneur de ces cahiers : *Louis Nazzi (1885-1913),* dont le « parrainage » nous le fait garantir sur facture puisque le choix de textes édités (cahier *Plain-Chant* n° 30, printemps-été 76) a été fait et présenté par le vieux copain Henry Poulaille, récemment décédé. Romancier, journaliste, polémiste, écrivain de grand talent, Nazzi, qui a collaboré à divers journaux libertaires, se montre très sensible à la misère enfantine. Il est mort jeune, hélas, comme beaucoup de grands bonhommes de l'époque : Delannoy, Philippe, Lucien Jean, Couté.

Thomas nous présente une autre figure étonnante de la littérature prolétarienne dans son numéro du printemps 80; il s'agit de Paul Feller, amoureux des métiers manuels, éternel collectionneur d'outils et dont la Maison de l'outil et de la pensée ouvrière à Troyes (1) abrite de nombreux exemplaires. Cet homme avait une passion pour l'outil qui permet de transformer la matière en un objet utile, qui permet la construction, la parure, la nourriture de l'homme et surtout l'expression de l'intelligence ouvrière dans l'exercice de son métier. Alors que de plus en plus, les hommes compétents se font rares, il devient urgent de visiter ce musée, de cotoyer ces collections, de stationner un quart d'heure ou une demi-heure devant la vitrine où sont présentées dans leur position de travail deux mille truelles de maçon, plâtrier..., qui en disent long sur le savoir-faire des hommes. Plus qu'un banal intérêt didactique, c'est à un indispensable retour aux sources de la façon ouvrière auquel nous convient cet ouvrage et ce musée (si on lit l'un, il faut visiter l'autre, et vice-versa), tous deux humbles monuments élevés sans tanbour ni trompette à l'obstination ouvrière, dont le maître-mot est le bel ouvrage.

Bel ouvrage, ces petits cahiers tout simples, mais qui ont un je ne sais quoi de chaleureux. Leur présentation extrêmement soignée, les splendides caractères, le papier de choix, en font des publications qui nous changent de ce que nous avons trop souvent l'occasion de côtoyer dans la production militante.

Bien entendu, il convient aussi de citer les éditions de livres. Emile Guillaumin, Lucien Bourgeois, paysan et ouvrier qui restèrent fidèlement attachés à leur classe et qui ont écrit, pour le premier : *Près du sol,* roman dans lequel l'auteur de *La Vie d'un simple* brosse de l'intérieur un tableau sans complaisance des mœurs de la terre, responsables du suicide d'une jeune paysanne. Dans *L'Ascension,* Lucien Bourgeois livre son autobiographie d'ouvrier autodidacte dont la plus grande des peines sera de s'élever dans sa condition : un petit livre poignant et tragique. Puis, paru dernièrement : *Dans la petite ville,* de Charles-Louis Philippe où l'auteur montre à travers une suite de contes et nouvelles, qui sont de vrais petits chefs-d'œuvres, le vie de son bourg natal : Cérilly, dans l'Allier. Il prend plaisir à y croquer la vie des petites gens, des artisans, des commerçants, des bourgeois, et ce tout nous donne un admirable condensé de l'activité et de la pensée villageoise de cette époque (1900-1914).

Il faudrait aussi citer à l'actif de cette maison, la réédition de poèmes de Marcel Martinet, la constitution d'un fort intéressant dossier sur cet homme qui, en août 1914 fut un des rares à rester fidèle à son idéal pour lequel le monde ouvrier n'avait pas de patrie. Auteur de *La nuit, Les Temps maudits,* pièce de théâtre et poésies fortement marquées par la grande boucherie. Plein-Chant nous a également donné d'autres livres d'Emile Guillaumin (*La Peine aux chaumières* et *Histoires bourbonnaises*) dont quelques-uns sont épuisés, ainsi que *La Petite Chronique de la littérature prolétarienne,* de Paul Löffler. Il est prévu l'édition d'un dossier sur Neel Doff, auteur de *Jour de famine et de détresse,* un autre sur Georges Navel, auteur de *Travaux*. Bien des projets qui doivent nous intéresser, afin de pénétrer de l'intérieur une sensibilité ouvrière souvent oubliée et sans laquelle une fraternité humaine ne saurait exister.

A l'heure où des éditeurs ayant pignon sur rue s'intéressent et éditent, après leur mort bien souvent, l'œuvre d'écrivains prolétariens (Poulaille, Guillaulin, Istrati...), ce n'est que rendre justice à ce jeune et courageux éditeur que de l'encourager dans cette voie en lui écrivant pour lui commander des bouquins qui, j'en suis sûr, vous satisferont sur bien des plans, et de plus ne vous ruineront pas.

Il faut noter qu'E. Thomas et ses amis n'ont pas attendu 1980 pour publier de la littérature prolétarienne. A ma connaissance, leur première publication dans ce domaine date de 1974 !

Petit PORCHER

Pour toute correspondance, écrire à Plein-Chant/ Edmond Thomas, Bassac, 16120.

(1) 7, rue de la Trinité, à Troyes. Peut être visité tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Anthologie de la poésie française depuis 1950, **A. Bosquet** **60 F**
Théorie des 4 mouvements, **C. Fourier** **45 F**
Comme une blessure rapproche du soleil, **A. Laude** **47 F**
Les Eaux troubles de Javel, **L. Malet** **18 F**
Les Rats du Montsouris, **L. Malet** **18 F**
La Nuit de St-Germain-des-Prés, **L. Malet** **18 F**
L'Envahissant Cadavre de la plaine Monceau, **L. Malet** **18 F**

A Publico sont disponibles tous les titres de la collection *Terre humaine*, chez Plon.

A partir du 2 juillet sur TF1 à 21 h 30, le jeudi, une série documentaire en quatre émissions, *Ceux qui se souviennent*, évoque la vie en France pendant l'entre-deux guerres. Les réalisateurs ont fait appel à la mémoire populaire des acteurs des événements sociaux, politiques et syndicaux qui ont secoué la France à cette époque.

Notre camarade Maurice Joyeux participera à cette série d'émissions pour commenter la vie politique de 1919 à 1939.

POÉSIE

Poteaux d'angles

par H. Michaud Ed. Gallimard

RECUEIL de textes poétiques, littéraires, philosophiques..., on ne sait trop à quel genre appartient *Poteaux d'angles* ? Peu importe en fait ! Ce dont l'auteur nous entretient n'a que faire des étiquettes. Tout au long de ce bouquin, Henri Michaux ne cesse en effet de s'interroger et de nous interroger. Il s'interpelle et nous interpelle. Au fond, il plante des poteaux d'angles ici et là, aux quatre coins d'une réflexion sur lui-même, les choses et les autres, et puis, à nous de remplir les intervalles.

Tour à tour tendre, incisif, violent, explosif, mélancolique, enthousiaste ou révolté, il nous entraîne sur le chemin de la remise en question à un train d'enfer. Le style est alerte, le rythme syncopé, haletant ou enlevé, la pensée vive et l'homme intraitable. Au détour d'une phrase, on le sent parfois hésiter, désabusé. *Tu peux être tranquille. Il reste du limpide en toi. Et une seule vie, tu n'as pas pu tout souiller.* Et puis hop, ça repart, ça pétarade dans tous les sens, la volonté furieuse de vivre sans temps mort et sans concession refait de nouveau surface, véritable feu d'artifice et nous submerge. *Ne te livre pas comme un paquet de lessive. Ris avec tes cris : crie avec tes rires.* On est emporté, subjugué par le déferlement des mots.

Un chouette bouquin, donc, que *Poteaux d'angles*. A lire et à relire quand le doute ou la lassitude nous fissure un instant le moral. Un antidote radical pour endiguer une brusque montée de désespérance !

Jean-Marc RAYNAUD

A VOIR...

• Djamel Allam sera le 9 juillet à Paris, à 21 heures, au Théâtre du rond point.

• Marcel Amont sera le 5 juillet à Saint-Dizier (52), le 7 juillet à Guingamp (22), le 8 juillet à La Grande Motte (3(), le 11 juillet à Nontron (24), le 12 juillet à Sainte-Foy-la-Grande (33), le 13 juillet à Ivry (94) au Parvis de la Mairie, le 14 juillet à Lens (62), le 16 juillet à Secheneim, le 18 juillet à Oloron (17), le 22 juillet à Neyrac, le 29 juillet à La Baule.

• François Béranger sera le 5 juillet à Soleymieu (38), étang de Soleymieu (près de Venissieux), à 18 heures, le 11 juillet à Paris, Théâtre du rond point, à 21 heures, le 20 juillet à Sainte-Cécile-les-Vignes (84) (plein air), à 22 heures.

• Michel Buhler sera le 8 juillet en Suisse.

• Le Cuarteto Cedron sera le 10 juillet à Castres (81), le 19 juillet à Cap d'Agde (34), le 20 juillet à Narbonne (11), le 25 juillet en Corse (option).

• Imago sera le 15 juillet à Saint-Jean-de-Maurienne (73), à 21 heures, le 19 juillet à Plouasne (22), à 17 heures (lieu à préciser).

• Angel et Isabel Parra seront le 5 juillet à Agen.

• *Gaîté-Montparnasse :*

***Elle voit des nains partout,* de Philippe Bruneau, à 20 h 15: relâche dimanche et lundi.**

***Tranches de vie,* d'après les bandes dessinées de Gérard Lauzier, à 22 heures. Relâche dimanche.**

• *Espace-Gaîté :*

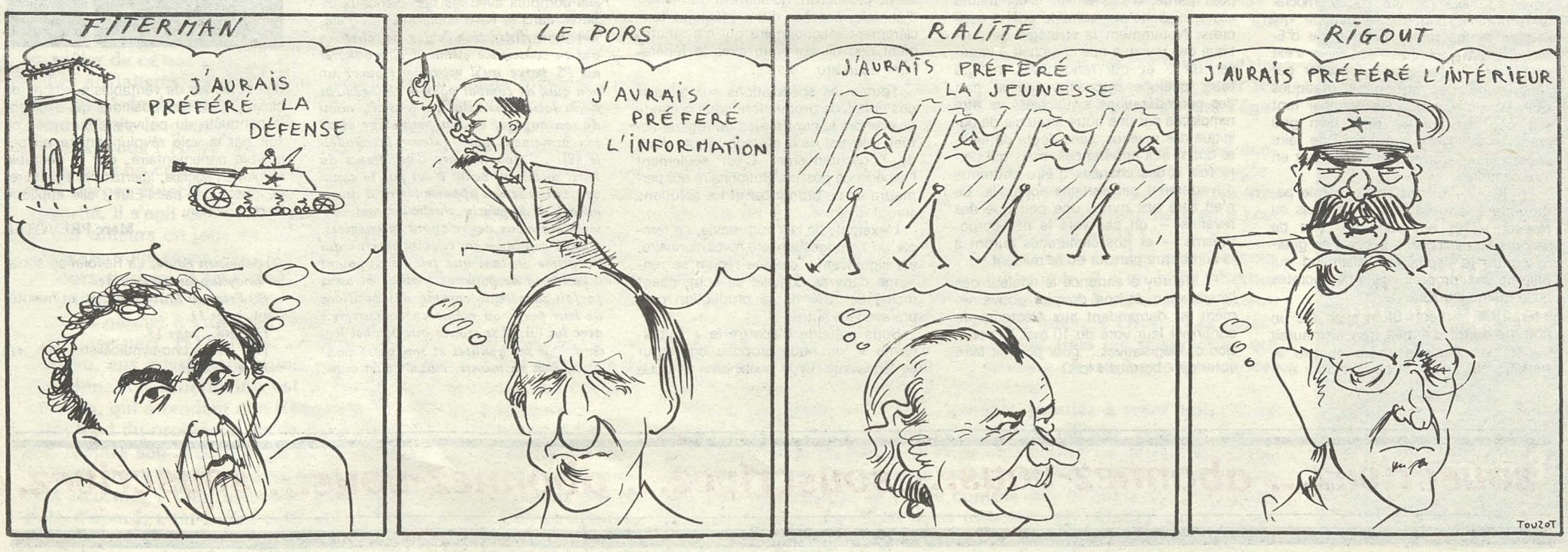
Dominique Lavanant dans *Commissaire Nicole Bouton* (nouvelle formule enrichie), de Dominique Lavanant et Martin Lamotte, à 20 h 30. Relâche dimanche et lundi. (A partir *Ivres pour vivre,* de Jean Barbeau, par la compagnie Granier-Rauth, à 21 h 45. Relâche dimanche et lundi.

Gaîté-Montparnasse : 26, rue de la Gaîté, Paris 14e. Espace-Gaîté : 35, rue de la Gaîté, Paris 14e.

Au Carreau du Temple (rue Perrée, Paris 3e), création du *Théâtre de l'Espoir* (dont nous avions aimé *J'aurais tant voulu parler d'amour*). Une « anti-tragédie du désir » : *Comme le sexe du serpent*. Vers un baroque contemporain, par le son et le geste...

G.C.

ANTICOMMUNISME PRIMAIRE ?



ÉCONOMIE-POLITIQUE

GARDER LA TÊTE FROIDE !

QUE la rose soit une fleur superbe ne change rien à l'essentiel : la France est encore un Etat, nous sommes toujours sous la Ve République et en régime capitaliste. Même les ministres communistes font acte d'allégeance à la Constitution.

S'ils remarquent notre ironie, certains qui sont sous le coup de l'euphorie, en état de grâce, vont nous toiser d'un œil torve. On court quelques risques à ramer à contre-courant, mais ces risques, les anarchistes les assument communément.

L'illusion tragique de la social-démocratie

Si quelques-uns d'entre nous se sont retrouvés aux alentours du Panthéon le 21 mai, c'était en curieux, en témoins, pas pour faire leur première communion nationale.

Nous nous méfions autant des communions prétendues laïques que des autres : dans les deux cas, les individus perdent leur personnalité. Et ce n'est pas innocemment que se répand l'expression ***peuple de gauche***, elle vient de ceux-là mêmes qui disent appartenir au ***peuple de Dieu*** (et cherchent à nous plier à leur loi : ***vox populi vox Dei***). Nous n'en sommes pas.

La solidarité internationale des exploités, la conscience de classe, n'ont rien à voir avec ce verbiage mystico-moralisateur qui déborde des sacristies.

La question fondamentale reste toujours la même. Ou bien il est possible de transformer radicalement la société et d'aboutir à une société sans classes (et donc sans Etat) uniquement par accumulation de réformes, ou bien le désir — compréhensible — de faire l'économie d'un processus révolutionnaire est — comme nous en sommes convaincus — à ranger dans la catégorie des illusions tragiques.

Et l'histoire nous amène à nous poser quelques questions subsidiaires, notamment à propos des socio-démocrates. D'autant que Mitterrand semble s'accommoder fort bien des structures de la Ve République au point de commencer à glisser ses pieds dans les godasses de son fondateur.

De même que les socio-démocrates révolutionnaires ont toujours prétendu que l'objectif de la société sans classes (donc sans Etat) ne peut être atteint que par la prise du pouvoir d'Etat à l'occasion d'un mouvement révolutionnaire, de même les socio-démocrates réformistes affirment que le même objectif peut être atteint par une succession de réformes à l'intérieur des structures étatiques. Les deux courants se rejoignent ensuite sur la théorie du dépérissement de l'Etat, théorie que nous — anarchistes — jugeons absolument fausse.

Mais pour qu'ils aient quelques chances d'avoir raison, il faudrait que les socio-démocrates réformistes soient ce qu'on appelle communément des hommes d'Etat. C'est une espèce animale que nous combattons sans répit, parce qu'elle est marquée de toutes les tares que nous dénonçons dans l'Etat, mais qui présente tout de même certaines qualités par raport à la logique des structures étatiques, notamment la qualité de savoir ne pas trop se laisser dominer par elles.

Or, depuis un siècle, nous n'avons jamais eu d'exemple d'un socio-démocrate réformiste français au pouvoir qui soit en même temps un homme d'Etat. Chaque fois que l'occasion s'est présentée, ils se sont fait broyer par l'engrenage des structures étatiques sans jamais réussir à les dominer tant soit peu, ce qui les rend bien peu crédibles sur leurs possibilités de faire dépérir l'Etat, comme ils prétendent en être capables.

En 1914 — piégés par la vérole patriotique à laquelle ils n'ont jamais su résister — ils ont servi de roue de secours au capitalisme français en guerre contre le capitalisme allemand qui utilisait ses propres socio-démocrates de la même manière.

En 1936, si Léon Blum avait été un homme d'Etat, l'armée française aurait franchi les Pyrénées pour abattre le franquisme, ne serait-ce que pour éviter que s'installe à la frontière sud un allié avoué du nazisme. Le 6 février 1956, à Alger, si Guy Mollet avait été un homme d'Etat, il aurait fait tirer sur les émeutiers pieds-noirs (ce que de Gaulle a fait quelques années plus tard). Si nous n'approuvons pas ces solutions étatiques, c'est parce que nous sommes anarchistes et qu'en conséquence nous sommes convaincus qu'on ne peut en même temps vouloir être dans l'Etat et ne pas être soumis à ses caractéristiques fondamentales.

Photo AFP

De « bonnes » lois

Nous avons bien conscience que ces convictions qui sont les nôtres, il n'est pas facile de les faire passer.

Nous venons de vivre pendant vingt-trois ans sous une certaine forme de pouvoir réactionnaire, ce qui signifie — en tenant compte de ceux qui avaient dix ans ou moins en 1958 — qu'environ douze millions d'électeurs potentiels n'ont aucun souvenir de la manière dont les socio-démocrates exercent le pouvoir. Aussi, les illusions fleurissent comme les coquelicots dans un champ de blé... et la saison s'y prête.

Et Mitterrand qui a le sens du symbole — c'est-à-dire du superficiel — joue cette carte semble-t-il non sans plaisir. On entend, parfois même dans nos rangs, qu'il y a tout de même quelque chose de changé, par exemple Plogoff et le Larzac. On peut tout de même se demander si ceux qui considèrent Plogoff et le Larzac comme des affaires essentielles se situent vraiment sur le même terrain que nous.

En revanche, l'accord PC-PS touche, pour partie, à l'essentiel. Il est même assez explicite sur certains points concrets. Notamment la stratégie de politique des revenus que cherchait à imposer Barre et qui rencontrait, malgré tout, quelque opposition de la part des confédérations syndicales, va être remplacée par une autre stratégie de politique des revenus, sans doute différente quant aux apparences, mais qui cette fois a des chances d'être soutenue ouvertement par certains appareils. Ce n'en sera pas moins une politique des revenus — un pas vers le néo-corporatisme — et nos camarades auront à la combattre partout où ils militent.

Et Mauroy a annoncé la couleur dès l'installation de son premier gouvernement en demandant aux électeurs de confirmer leur vote du 10 mai à l'occasion des législatives... pour pouvoir faire voter de « bonnes » lois.

Nous allons donc entrer dans l'ère de la « régionalisation ». Les conseils régionaux vont être élus au suffrage universel et leurs pouvoirs seront accrus. Les adeptes de l'***Etat minimum*** vont essayer de nous faire croire que c'est le progrès... c'est-à-dire que la multiplication des Etats régionaux, plus ou moins croupions, ayant délégation de l'Etat central, constitue un affaiblissement de cet Etat central. Nous y voyons, nous, au contraire, une diffusion de l'Etat au plus près du sujet étatisé.

Le néo-féodalisme régionaliste

Ce miroir aux alouettes qu'est la régionalisation mérite qu'on l'examine d'un peu plus près, certains prétendant qu'il aurait des points communs avec notre fédéralisme.

Liquidons d'abord la question des prétendues ethnies. Nous sommes pour le respect des diversités, mais qu'on ne nous prenne tout de même pas pour des imbéciles en s'appuyant sur cette prise de position pour nous faire approuver et défendre les patriotismes de clocher. Qu'on ne compte ni sur notre soutien, ni sur notre solidarité, ni même sur notre neutralité pour créer des Etats basque, breton, occitan, corse, etc.

Quant à la régionalisation par circonscription administrative, si elle ne s'appuie pas sur des subjectivismes soi-disant « culturels » aussi virulents, ses conséquences sont de même nature.

Le fédéralisme libertaire ne peut se concevoir qu'à partir de la création d'entités géographiques pouvant évoluer dans le temps et fondées essentiellement sur des critères économiques, déterminés à la base en fonction des besoins reconnus par les intéressés, et établissant un riche réseau d'échanges (parfois de mises en commun de certaines productions) avec d'autres entités, proches ou lointaines. Le fédéralisme libertaire et l'autarcie de petites cellules locales sont antagonistes en tant que concepts et en tant que pratique. C'est pourquoi je maintiens que la volonté de création systématique de petites unités de production, notamment en matière d'énergie, procède d'une idéologie foncièrement réactionnaire qui n'a strictement rien de commun avec le fédéralisme libertaire.

Toutes les spéculations sur la taille des unités de production, sous prétexte de prendre le contre-pied du régime actuel, relèvent de la métaphysique, donc de l'obscurantisme. C'est seulement l'expérience post-révolutionnaire qui permettra de se prononcer et les solutions seront diverses.

L'exemple de la Yougoslavie, ce temple de l'autogestion pré-révolutionnaire, est significatif : chaque région se renferme dans sa coquille en échangeant moins de 10% de sa production propre avec les autres.

Sous prétexte d'abattre le « jacobinisme », on nous propose un retour au féodalisme. Or le jacobinisme — quels que soient ses défauts — constitue un progrès par rapport au féodalisme.

Et le fédéralisme libertaire constitue un progrès par rapport au jacobinisme, c'est pourquoi on lui tourne le dos en revenant au féodalisme, en proposant cette foutaise moyen-âgeuse qui consiste découper un gros Etat en des dizaines de petits Etats. Les « Jacobins » de sous-préfecture ne sont pas moins dangereux que les « Jacobins » de capitale. Notre objectif n'est pas leur multiplication, mais leur disparition.

La bataille séculaire autour de l'école

Cette volonté de masquer les réalités fondamentales en les diluant ne s'observe pas que pour le problème de l'Etat. Nous devons aussi tenir compte de la politique de « dilution » du cléricalisme mise en œuvre depuis plusieurs décennies.

Certes, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la laïcité de l'Etat, sont des questions dont on pourrait prétendre dans l'abstrait qu'elles ne nous concernent pas : en effet, elles sont sans objet dans une société sans Etat. Mais, pour nous anarchistes, la ***période de transition*** se confond avec la ***période de préparation*** (1). Aussi, tant que nous n'en sommes pas à l'étape révolutionnaire ou à l'étape pos-révolutionnaire, nous sommes toujours dans la période de préparation. Au cours de cette période, nous avons à choisir entre divers inconvénients, à soutenir — ne serait-ce qu'indirectement — les moindres aux dépens des pires.

Il est bien entendu que la laïcité de l'Etat, la séparation des Eglises et de l'Etat ont servi les intérêts de la bourgeoisie à une certaine époque, mais elles ont aussi servi les intérêts du mouvement ouvrier authentique, quelles que soient ses divergences internes. Sur ce point, il y a eu, pendant un temps, un certain parallèlisme d'intérêts entre les deux classes.

Mais les cléricaux ont su remonter la pente, refaire leurs forces, reconquérir des points d'appui au sein de la bourgeoisie, et sous couvert de « paix scolaire », ils continuent la guerre scolaire par des moyens plus subtils. C'est pourquoi, quelles que soient nos réticences d'origine théorique, nous aurions tort de nous désintéresser de cette bataille séculaire autour de l'école. Le vieux slogan ***A l'école publique fonds publics, à l'école privée fonds privés*** demeure mobilisateur et va encore, compte tenu du contexte, dans le sens de nos intérêts.

Or les cléricaux ont mené leur contre-offensive en plaçant des femmes et des hommes dans presque tous les camps. René Rémond reconnaissait, il y a quelques jours, sur France-Inter, que le tiers environ des députés socialistes étaient issus des organisations d'action catholique. C'est pourquoi, dans ce domaine aussi, les positions de Mitterrand sont loin d'être claires et même s'il est contraint par les circonstances de manœuvrer à vue, il n'est pas certain que les cléricaux seront les vaincus, faisant ainsi payer cher la facture de l'électoralisme.

D'une part, dans son dernier livre, il donne à penser qu'il s'apprête à régler ses comptes avec les néo-cléricaux infiltrés dans le Parti socialiste : ... ***J'établis une distinction entre le chrétien qui en conscience estime devoir adhérer au PS parce qu'il espère y trouver un bon outil de combat pour le changement de la société, et celui qui y vient, muni de son bagage, de son paquetage et de son armement pour enlever la citadelle*** (2). ... ***Bon nombre d'adhérents du Parti socialiste, venus à lui par le canal des Assises et qui appartenaient à divers milieux de la gauche chrétienne, ont conservé entre eux des relations privilégiées, jusqu'à constituer un courant interne qui s'exprime en tant que tel. Ils disposent à l'extérieur de puissants relais et en usent parfois sans tenir compte des positions de leur parti, ou même en concurrence avec lui*** (3). ***Il se trouve que Michel Rocard, par ses qualités et son passé politique, était en mesure, mieux qu'un autre, de conduire cette action. Mais sans lui, le problème se fut quand même posé. J'ajoute que l'existence d'un courant à dominante confessionnelle exaspère par contre-coup les courants qui s'inspirent d'autres systèmes de pensée*** (3).

Tout cela semble clair. Toutefois, dans la réponse qu'il a été amené à faire avant le premier tour des présidentielles au comité national pour la signature de l'***Appel aux laïques***, on retrouve l'essentiel fes positions néo-cléricales en matière scolaire : ... ***J'inviterai le gouvernement à engager une vaste négociation, décentralisée, en vue de réaliser l'unification progressive en un grand service de l'Education de l'ensemble des établissements scolaires... Dans mon esprit, ce grand service public devra être géré démocratiquement par tous les intéressés, ce qui implique des établissements à taille humaine, la participation des familles à la tâche éducative et le droit à l'expérimentation des diverses méthodes pédagogiques*** (4).

Il se garde bien d'ajouter que ce système d'autogestion (pré-révolutionnaire) des établissements d'enseignement implique aussi l'abandon de fait de la laïcité de l'école et de la séparation des Eglises et de l'Etat. Implication qui apparaît encore mieux dans les déclarations faites par Mauroy à l'occasion des législatives.

Maintenir le cap

Nous souhaitons bien du plaisir à nos camarades enseignants s'ils ont un jour, dans leur établissement « autogéré », à rendre des comptes aux porte-parole de la paroisse. Parions sans risque que la quasi-totalité d'entre eux en viendront vite à regretter le contrôle hiérarchique actuel dans le cadre du statut de la fonction publique.

Face à toutes ces ambiguïtés, nous avons — sur tous les fronts — à mener un combat de démystification de l'euphorie actuelle, de l'état de grâce, à dénoncer les illusions d'un changement qui paraît spectaculaire en ce qui concerne les « lampistes » du personnel politique, qui le sera beaucoup moins dans l'ensemble de l'appareil d'Etat et qui srtout ne touchera que la surface du concret partiellement.

Nous n'avons pas à mépriser les travailleurs qui se laissent prendre à ses illusions. Nous devons, comme nous y invite la résolution adoptée par notre dernier congrès, dans nos discussions avec eux, les inciter à continuer la lutte à nos côtés sur de véritables positions de classe, donc des positions qui excluent la conquête du pouvoir d'Etat, que ce soit par la voie révolutionnaire ou par la voie parlementaire. Car la véritable révolution sociale, libertaire et égalitaire, ne passe pas par l'Etat : elle implique sa destruction.

Photo AFP

Marc PRÉVÔTEL

(1) Sébastien Faure, La Révolution sociale, *Encyclopédie anarchiste.*

(2) François Mitterrand, Ici et maintenant, *page 11.*

(3) Ibid., page 13.

(4) L'Anarcho-syndicaliste, *n° 41, mars-avril 1981.*

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.